

Les effets catastrophiques du siège de Gaza: L UE doit agir, maintenant, pour faire cesser ce crime

Description

Le 14 janvier 2021

Les effets catastrophiques du siège de Gaza

Depuis 2007, les habitants de la bande de Gaza, qui sont maintenant 2 millions, sont soumis au blocus, par Israël.

Ce blocus a un impact sur tous les aspects de la vie quotidienne de la population et il consolide la fragmentation de la Palestine territoriale et politique, il sape la dignité et l autod termination du peuple en vue de la construction d un état démocratie et indépendant.

La population palestinienne de Gaza a également souffert de trois attaques militaires dévastatrices des forces israéliennes, en 2008-2009, 2012 et 2014, qui ont causé de nombreuses pertes humaines et matérielles. La Marche du retour, organisée entre mars 2018 et fin 2019, a été violemment réprimée. Les soldats israéliens ont tiré   balles réelles et   balles invalidantes sur des manifestants pacifiques, tuant 308 personnes (dont des médecins, des ambulanciers, des journalistes, des femmes et des enfants) et en blessant 36 143, dont environ 300 ont d  être amputés. Aujourd hui, 2,4 % des habitants de Gaza sont handicapés.

L impact croissant du blocus sur la crise économique, politique et sociale   Gaza a été signalé par des sources officielles et des ONG. La diminution des revenus a entraîné une forte dépendance de 80 % de la population actuellement, aux subventions alimentaires des programmes de l ONU et une forte augmentation de la pauvreté et de la malnutrition, qui touche principalement les enfants (50 % de la population). Le manque de fournitures vitales telles que l eau et l  lectricit , ainsi que la détérioration de l environnement, ont fait de Gaza un endroit inhabitable.

Le secteur de la santé a été particulièrement touché par le blocus. Au cours des 14 dernières années, il n a jamais disposé d instruments (médicaments, appareils, instruments médicaux et pièces détachées pour les machines utilisées dans les services de diagnostic et les laboratoires) en quantité et en caractéristiques suffisantes pour les opérations normales, ni avec un débit régulier. Les médicaments essentiels vitaux pour les nourrissons, ceux contre les cancers et autres maladies évolutives sont souvent indisponibles.

1. De nombreux patients doivent recevoir un traitement en dehors de la bande de Gaza, mais ils sont constamment confrontés   des interdictions, des limites ou des retards dans l obtention de permis de la part d Isra l, ce qui a souvent des conséquences mortelles. Des interdictions sont également imposées au personnel de santé partant suivre une formation   l  tranger et aux spécialistes médicaux qui viennent de l  tranger.

- Après avoir été maintenu hors de Gaza par des mesures strictes de quarantaine, la Covid-19 a frappé en août, et ne cesse de croître aujourd'hui (fin décembre 2020). Un premier confinement total en octobre était insoutenable pour une population dont 60 % des familles vivent en dessous du seuil de pauvreté et le nombre d'enfants mal nourris a augmenté de façon spectaculaire. La mise à distance sociale est de toute façon difficile compte tenu de la situation du logement (en moyenne 4 enfants par famille et cohabitation de familles élargies). Le chiffre de 15 000 cas positifs fin octobre est élevé à 33 594 le 12 décembre et de 69 décès en octobre on est passé à 260. Rien n'indique que la courbe d'augmentation redescende, malgré des confinements pendant des week-ends entiers.
- Les experts sanitaires locaux et l'OMS ont envoyé des alertes concernant la surpopulation des hôpitaux et le manque de matériel médical essentiel pour les malades, notamment d'oxygène et de kits de dépistage. Un soutien immédiat et à plus long terme est absolument nécessaire. De plus, en particulier dans le cas d'un nouveau confinement complet qui pourrait être inévitable dans un avenir proche, un soutien économique et alimentaire accru à la population sera nécessaire.

L'UE doit agir, maintenant.

Le siège de Gaza est une punition collective imposée par Israël à la population palestinienne de Gaza, ce qui est illégal au regard du droit international. Pendant ce temps, les attaques militaires contre la population et les infrastructures peuvent être qualifiées de crimes de guerre. La division actuelle entre les partis palestiniens a aggravé la situation, mais cela ne saurait diminuer la responsabilité première de la puissance occupante, à savoir Israël, ni être une excuse pour laisser la situation du peuple palestinien à Gaza telle qu'elle est.

Dans le contexte d'une nouvelle détérioration de la situation due à la pandémie, l'Union européenne ne peut pas se contenter de faire des déclarations ou de fournir des soins.

Aussi demandons-nous à l'UE de prendre les mesures suivantes :

• Imposer des sanctions (réduction de l'aide militaire et du commerce des armes ainsi que des fonds de recherche et suspension des accords commerciaux préférentiels) à l'encontre d'Israël, tant qu'il persiste à commettre des violations graves du droit international et des droits humains, que l'UE ne peut continuer à ignorer. Tant que le siège de Gaza n'est pas levé, l'UE, conformément à ses propres règles et principes, dispose des outils pour imposer ces sanctions.

• Ouvrir un dialogue direct avec le gouvernement actuel de Gaza, et en même temps, favoriser tous les efforts pour parvenir à un accord d'unité nationale entre les parties palestiniennes.

• Travailler pour la levée du siège de Gaza avec l'ouverture d'une route maritime, en renouvelant le projet d'entente par un accord de construction d'un port commercial afin que les marchandises produites à Gaza puissent atteindre les marchés extérieurs ; travailler à l'ouverture d'un corridor direct vers la Cisjordanie (accords d'Oslo).

• Préparer immédiatement un plan d'intervention sanitaire pour Gaza avec l'ouverture d'une ligne de financement dédiée et un mécanisme pour fournir, de manière stable et

continue, au moins les médicaments vitaux nécessaires qui font constamment défaut. Ceci s'ajoutant au soutien immédiat à la situation d'urgence liée à la Covid19.

• Supprimer les contraintes imposées au décaissement de fonds aux ONG palestiniennes.

L'UE doit également exiger qu'Israël, qu'il accepte de recevoir les missions politiques et techniques de l'UE, et qu'il délivre des permis d'entrée fiables afin que l'UE dispose d'un bureau à Gaza dès que possible.

Le blocus de Gaza : Une crise chronique due à l'occupation et au siège

La bande de Gaza, d'une superficie de 365 kilomètres carrés, abrite plus de 2 millions de personnes, dont 70% ont moins de 30 ans. Depuis 2007, elle est contrôlée et soumise au blocus de l'État d'Israël, qui est le principal responsable de cette situation désastreuse. Israël est l'agent de la récession économique, de l'appauvrissement et de l'insécurité alimentaire de la population, en majorité des enfants, et du développement de l'offre de soins médicaux.

L'Égypte a rejoint le blocus en 2013, tandis que la division actuelle entre les partis palestiniens a aggravé la situation. Le rôle joué par l'Autorité Palestinienne dans l'abandon et le boycott économique n'a pas contribué à relâcher la pression sur la population de Gaza. De plus, en 2017, les États-Unis ont réduit les fonds de l'UNWRA et du FNUAP et ont mis fin aux projets de l'USAID, aggravant les conditions de vie à Gaza, qui dépend fortement de ces fonds, en raison du blocage serré du passage des personnes et des biens sur terre et sur mer, et de la pression militaire qui empêche la population d'utiliser même ses propres ressources primaires comme l'agriculture et la pêche.

Le manque d'approvisionnement en énergie a aggravé tous les aspects de la vie quotidienne touchés par le blocus. Pendant au moins une décennie, l'approvisionnement en électricité se faisait le plus souvent au niveau de 4 heures, et jamais plus de 15 heures par jour. Les bombardements israéliens ont détruit deux reprises l'unique centrale électrique de Gaza (produisant 140 MW et 30% de la quantité nécessaire pour un approvisionnement de 15h/24), et l'approvisionnement en provenance d'Israël a été périodiquement coupé alors que l'approvisionnement en provenance d'Égypte (30 MW) était instable. Cela est ajouté à l'allocation précaire d'essence pour les consommateurs par Israël et au acheminement limité d'appareils solaires. Le manque d'énergie bloque la production locale viable de toutes sortes de biens, le commerce, la conservation des aliments, prive sévèrement l'eau la population et empêche la gestion des eaux usées, entrave sérieusement les services hospitaliers et déclenche un effondrement total de tous les niveaux de vie.

L'impact croissant du blocus sur la crise économique, politique et sociale à Gaza a été signalé par des sources officielles et des ONG¹. Récemment, la CNUCED a calculé le coût du siège en termes de perte pour l'économie de Gaza de près de 17 milliards de dollars (6 fois le PIB de Gaza) et a quantifié le taux de chômage qui en résulte à 52 % (64 % pour les personnes de moins de 30 ans). La diminution des revenus a entraîné une augmentation de la dépendance aux subventions alimentaires des programmes de l'ONU, qui est désormais maintenue à 80 % de

la population², et une forte augmentation de la pauvreté et de la malnutrition, touchant principalement les enfants (50 % de la population).

Le blocus a un impact sur tous les aspects de la vie quotidienne de la population et il consolide la fragmentation territoriale et politique de la Palestine, sapant la dignité et l'autodétermination du peuple en vue de la construction d'un État démocratique et indépendant.

Depuis le début du blocus, les Palestiniens de Gaza ont subi trois attaques militaires dévastatrices des forces israéliennes, en 2008-2009, 2012 et 2014, qui ont fait de nombreuses victimes humaines et matérielles^{3, 4, 5}.

	Plomb durci (2008-2009)	Pilier de Défense (2012)	Barrière protectrice (2014)
Durée	22 jours	8 jours	55 jours
Palestiniens tués	1 409	167	2 251
Civils palestiniens non armés tués	1 172	87	1 462
Enfants palestiniens tués	348	32	551
Palestiniens blessés	5 380	5000	11 231
Soldats israéliens tués	10	Na	67
Civils israéliens tués	3	Na	6
Maison endommagées/détruites	14 000	2 174	18 000
Personnes déplacées	28 000	10 000	500 000
Nb de personnes n'ayant pas accès au service d'eau municipal	Na	Na	450 000
Destruction de la centrale électrique	Oui	Non	Oui

Mais en fait, l'abus de violence mortelle sur les Gazaouis est permanent. La Marche du Retour, organisée entre mars 2018 et fin 2019, a été violemment réprimée. Les soldats israéliens ont tiré des balles réelles et des balles invalidantes sur des manifestants pacifiques, tuant 308 personnes (dont des médecins, des ambulanciers, des journalistes, des femmes et des enfants) et en blessant 36 143, dont environ 300 ont dû être amputés⁶. Aujourd'hui, 2,4 % des habitants de Gaza sont handicapés. Au quotidien, la surveillance par des drones et les attaques aériennes créent un sentiment permanent d'insécurité parmi la population. Une enquête sur l'excès de violence de l'État d'Israël contre la population civile est en cours d'examen par la Cour Pénale Internationale⁷.

Démanteler le système de santé : un outil de l'occupation

À Gaza, le principal organisme responsable de la santé publique dans toutes ses spécialités est le ministère de la Santé (MoH) avec 13 hôpitaux et 50 dispensaires, tandis que l'UNRWA, avec 21 dispensaires, et certaines ONG offrent des services partiels. Au cours des 14 dernières années, le ministère de la Santé n'a jamais mis à disposition d'instruments (médicaments, dispositifs, instruments médicaux et pièces détachées pour les machines utilisées dans les services de diagnostic et les laboratoires) en quantité et en caractéristiques suffisantes pour les

opérations normales, ni avec un débit régulier. Les médicaments essentiels vitaux pour les nourrissons, ceux contre les cancers et autres maladies évolutives sont souvent indisponibles. La pénurie chronique d'électricité et de carburant pour les générateurs ainsi que le manque de fonds pour maintenir un personnel adéquat ont gravement affecté la capacité de la population à accéder à un diagnostic et à un traitement adéquats. Les personnes atteintes de certaines pathologies spécifiques n'ont eu aucune chance de soins.

Cette situation entraîne pour certains patients la nécessité de se faire soigner à l'étranger, mais ils font face dans l'obtention des permis de sortie à des interdictions, des limites ou des retards constants causés par Israël qui ont eu parfois des conséquences mortelles. Des interdictions sont également exercées contre le personnel de santé partant suivre une formation à l'étranger et contre les médecins spécialistes venant de l'étranger.

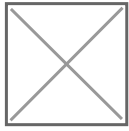
Chaque attaque militaire a provoqué une catastrophe pour les établissements de santé, déjà démunis, dépourvus de capacités en personnel, en espace, en médicaments et autres fournitures, qui ont été littéralement submergés par la vague quotidienne de blessés. En conséquence, l'offre sanitaire pour la population dans son ensemble a subi des coups graves, avec des interventions retardées pour les opérations chirurgicales non urgentes et toute autre intervention non traumatologique (source MoH, Gaza). Cependant, même en situation de crise médicale due à des attaques militaires, les instruments médicaux et les médicaments essentiels (anesthésiques, antibiotiques, analgésiques, sutures, bandages, instruments chirurgicaux et de laboratoire, équipes de soutien médical / infirmier) n'ont pas été fournis par Israël ou autorisés à entrer rapidement dans le territoire pour aider à faire face aux urgences. Très souvent, les personnes non traitables à Gaza ont été empêchées de quitter Gaza pour se faire soigner, ce qui a entraîné de nouvelles douleurs, de longues périodes d'attente, des amputations et, dans de nombreux cas, la mort de patients. Suite à chacune de ces crises, le niveau des mises à disposition sanitaires contrôlées par Israël est devenu plus bas.

Pour conclure, au fil du temps, le refus d'Israël de fournir des moyens adéquats pour assurer le bien-être et la santé publique a été utilisé comme moyen d'assujettir l'ensemble de la population de Gaza, au mépris du droit international humanitaire (4^e Convention de Genève) et de la condamnation des organisations internationales⁷ et de la communauté internationale.

Une urgence de plus pour Gaza: la pandémie de Covid 19

La Covid19 a été maintenue hors de Gaza pendant 5 mois grâce à des mesures préventives coûteuses du ministre de la Santé : la création de 16 centres de quarantaine dans les 5 gouvernorats pour les personnes autorisées à revenir à Gaza, avec un personnel dédié pour la surveillance et le soin des personnes en quarantaine. Néanmoins, la Covid19 a frappé la communauté en août et connaît aujourd'hui (20 décembre) une hausse constante. Un premier confinement total en octobre a eu des effets modérés sur la réduction de la diffusion mais n'était pas viable pour une population soumise à 80% à la dépendance en termes d'alimentation, 60% des familles vivant sous le seuil de pauvreté. Des familles qui pouvaient à peine nourrir leurs enfants au moyen de travaux occasionnels n'étaient plus en mesure d'acheter suffisamment de nourriture. En conséquence, le nombre d'enfants souffrant de malnutrition augmente considérablement.

De plus, malheureusement, dans la réalité de Gaza, la distanciation physique est de toute façon difficile compte tenu des conditions de logement (en moyenne 4 enfants par famille et cohabitation de familles élargies). L eau propre n est pas disponible pour la plupart des habitants, ce qui rend très difficiles les soins sanitaires nécessaires. Le chiffre de 15 000 cas positifs   la fin d octobre est passé   33 594 le 12 décembre ; de 69 décès en octobre, on est passé   260. Rien n indique que la courbe d augmentation redescende⁸.



Source: données du ministère de la Santé (28 nov. 2020). Voir : www.we4Gaza.org

Compte tenu de la gravité de la situation actuelle, le confinement complet pendant les week-ends a recommencé le 5 décembre. Les experts locaux de la santé et l OMS ont envoyé des alertes sur la surpopulation des hôpitaux et le besoin de soutien en raison du manque de matériel médical essentiel pour les malades, notamment de l oxyg ne et des kits de test. Les établissements de santé ont besoin d une aide immédiate et d un soutien   long terme pour récupérer et subvenir aux besoins de la population. La population a également besoin d aide pour endurer le confinement et continuer   se nourrir. Pour le moment le confinement est la seule mesure préventive qui fonctionne, et nous savons tous   quel point cela peut coûter cher aux personnes les plus défavorisées.   Gaza, ce coût peut avoir immédiatement des effets destructeurs pour la majorité.

Ce que nous demandons   l Union européenne (UE)

Les institutions européennes se sont   plusieurs reprises, et même récemment, exprimées clairement en faveur de la fin du siège de Gaza et du respect des droits humains de sa population. Pendant ce temps, la situation se détériore davantage et l utilisation du siège comme punition collective se poursuit au mépris du droit international, et sans aucune initiative de l UE pour faire pression sur Israël en utilisant les outils dont elle dispose actuellement.

Références

https://unsco.unmissions.org/sites/default/files/gaza_10_years_later_-_11_july_2017.pdf,
<https://www.un.org/unispal/document/state-of-environment-and-outlook-report-for-the-opt-2020-environmental-program-report/>, <https://www.ochaopt.org/page/gaza-strip-electricity-supply2>

2 https://unctad.org/system/files/official_document/a75d310_en_1.pdf

3

<https://www.ohchr.org/EN/HRBodies/HRC/SpecialSessions/Session9/Pages/FactFindingMission.aspx>

4 UN commission on the Protective Edge Operation, 2014 Justice Mary McGowan Davis et al <https://www.un.org/unispal/document/auto-insert-185919/>

5 https://www.btselem.org/download/201305_pillar_of_defense_operation_eng.pdf5

6 The UN Independent Commission of Inquiry on the 2018 Gaza protests, 2018
<https://www.ohchr.org/EN/HRBodies/HRC/CoIOPT/Pages/Report2018OPT.aspx>,
<https://www.un.org/unispal/document/un-independent-commission-of-inquiry-on-protests-in-gaza-presents-its-findings-press-release/>, <https://www.un.org/unispal/document/two-years-on-people-injured-and-traumatized-during-the-great-march-of-return-are-still-struggling/>

7 <https://www.amnesty.org/download/Documents/MDE1519862020ENGLISH.pdf>6

8 <https://www.map.org.uk/news/archive/post/1176-experts-warn-of-gazaas-imminent-health-system-collapse-as-covid-19-continues-to-spread>, <https://www.ochaopt.org/content/gaza-blockade-restrictions-eased-most-people-still-locked>, <https://www.ochaopt.org/content/covid-19-emergency-situation-report-14>

Source : [ECCP](#)

Traduction SM et SF pour l'Agence Média Palestine

Tags

1. catastrophe
2. crime
3. ECCP
4. effets
5. siège gaza
6. UE
7. union européenne

date création

2021/01/14